



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Defense et usage

Question écrite n° 63831

Texte de la question

M Michel Inchauspé appelle l'attention de Mme le ministre délégué aux affaires européennes sur le fait que la France a refusé de signer la Convention européenne des langues minoritaires et régionales d'Europe, adoptée par le Conseil de l'Europe le 22 juin 1992. Il lui fait remarquer que ce texte a été accepté par la majorité des pays constituant le Conseil de l'Europe. Il lui demande de bien vouloir lui apporter des précisions à ce sujet.

Texte de la réponse

Reponse. - La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe a été adoptée le 26 juin dernier par les délégués des ministres et ouverte à la signature des États membres le 5 novembre 1992. En réponse à la question de l'honorable parlementaire, la France ne s'oppose pas à l'ouverture de la signature de cette convention. Au demeurant, nombre de dispositions de ce texte sont d'ores et déjà applicables ou appliquées dans notre pays. Elle a simplement indiqué à ce stade qu'elle souhaitait se donner le temps de la réflexion avant de signer elle-même éventuellement. La Charte européenne n'est pas seulement en effet un texte qui énonce des principes généraux ; elle prévoit un certain nombre d'engagements contraignants et détaillés puisque son article 2 exige en particulier que les États signataires s'engagent à appliquer un minimum de trente-cinq dispositions de ce texte. Or un tel engagement pose des problèmes juridiques, et aura des conséquences financières qui doivent être analysées. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement français, comme d'autres États membres du Conseil de l'Europe, a souhaité un délai de réflexion. Il entend le mettre à profit en demandant à l'ensemble des administrations concernées de procéder à un examen détaillé des dispositions de la charte afin de voir, pour chacune d'entre elles, si nous pouvons les mettre en œuvre ou non et d'établir un bilan complet des dispositions qui sont acceptables et de celles qui sont actuellement incompatibles avec nos règles en vigueur. Cet examen est en cours. C'est à la lumière des résultats de ce travail que le Gouvernement se déterminera. Il le fera en gardant à l'esprit en permanence sa volonté d'assurer la promotion des langues régionales ou minoritaires.

Données clés

Auteur : [M. Inchauspé Michel](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 63831

Rubrique : Cultures régionales

Ministère interrogé : affaires européennes

Ministère attributaire : affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 novembre 1992, page 5046